



Déclaration de la FSU au CTSD du 30 janvier 2012

14 000 nouvelles suppressions d'emplois pour la rentrée 2012 s'ajoutent aux 66 000 effectives depuis 2007, L'acharnement contre l'école publique se poursuit d'année en année et n'a plus de limite. La casse du service public d'éducation se mesure chaque jour davantage avec la politique menée sur le terrain. Les réformes en dégradant les conditions de travail produisent toujours plus de mal-être à la fois chez les élèves et chez les personnels.

La volonté de mettre en pièces l'école de la République pour lui substituer un système éducatif copié sur le modèle de l'entreprise ne fait plus aucun doute. Ainsi l'évaluation des personnels par le seul chef d'établissement (le futur DRH), le recrutement des personnels par le seul chef d'établissement (pour le moment limité aux établissements du programme ECLAIR), le dialogue de gestion, la performance de l'établissement, la contractualisation des objectifs sont autant d'éléments qui vont dans le même sens celui du renforcement de la pression hiérarchique et de l'individualisation, la mise en concurrence et la caporalisation des personnels.

Demain, mardi 31 janvier, nous serons en grève et manifesterons à Paris pour réclamer de vive voix l'annulation des suppressions de postes et le retrait du projet de décret sur l'évaluation des enseignants.

Dans le second degré, l'académie perd à nouveau 100 postes, ce qui porte le cumul des fermetures de 2007 à 2012 à 690. Les lycées et les lycées professionnels continuent de voir disparaître leurs sections ou leurs options : lycée de Mauriac, Duclaux et Mermoz à Aurillac ainsi que l'EREA sont fortement touchés. Les collèges du Cantal, malgré l'ouverture de 5 divisions et une dotation départementale abondée pour répondre à des effectifs plus importants gardent encore des classes chargées à 27, 28 élèves ou 29 élèves et les DGH attribuées aux établissements permettent un fonctionnement plus réduit.

Dans le premier degré, cette carte scolaire 2012 est le reflet d'une idéologie à bout de souffle qui est devenue intenable. Les propositions de fermetures qui vont nous être présentées ciblent quasi-exclusivement les personnels dits « hors-la-classe ».

Ne pas fermer de classes, ne pas fermer d'écoles afin de ne pas susciter, une fois de plus, la fronde des élus et des parents d'élèves. Le gouvernement tente de brouiller les cartes. Pour autant, personne n'est dupe. L'hémorragie continue. Nos décideurs vacillent, en équilibre instable sur une politique aveugle, destructrice et contrainte d'avancer masquée.

Un poste « hors-la-classe » serait-il un poste inutile ? C'est ce que l'on voudrait nous faire croire. Croire que l'école peut fonctionner sans remplaçants, sans maîtres spécialisés, sans formateurs, sans conseillers pédagogiques, sans intervenants langues, sans équipes de liaison et d'animation, sans animateurs TICE... c'est comme espérer qu'une maison résiste aux intempéries sans ciment ni charpente. Cela est d'autant plus vrai dans nos territoires ruraux où les réseaux entre écoles-enseignants-équipes de circonscription-formateurs-spécialistes sont indispensables.

Non, l'école ce n'est pas la simple addition d'un maitre, d'une salle de classe et d'élèves. Le gouvernement tente de masquer les suppressions de postes mais en procédant ainsi il démontre qu'il a définitivement abandonné toute ambition de réussite pour notre système scolaire. La FSU défend depuis toujours l'idée d'une école ambitieuse, tournée vers l'avenir, ouverte sur le monde et renforcée par l'expertise pédagogique. Nous refusons toute caricature et toute vision purement comptable. L'école française est longtemps restée un modèle car elle avait misé sur l'expertise, la recherche, l'innovation, la formation et la compétence de ses personnels. Ce pari sur l'intelligence est aujourd'hui abandonné. Nous continuerons à défendre l'idée d'une autre école car cela ne peut plus durer, cela ne va pas durer...